

Ennahdha vole au secours de Mohamed Frikha



Ennahdha menace de poursuivre en justice toute personne qui dénigrerait et diffamerait son député Mohamed Frikha, Pdg de Syphax Airlines.

Dans un communiqué signé par Rached Ghannouchi et publié vendredi 6 janvier 2017, le parti islamiste Ennahdha a dénoncé les attaques contre son député de Sfax, Mohamed Frikha, accusé dans une chaîne de télévision d'avoir transporté, sur des avions de sa compagnie Syphax Airlines, des terroristes tunisiens vers des zones de conflit via la Turquie.

«C'est une pratique ignoble et une campagne menée par des adversaires incapables de s'imposer sur la scène politique et qui visent le parti (Ennahdha, Ndlr)», souligne le communiqué.

Tout en réitérant son soutien au Pdg de Syphax Airlines, Ennahdha condamne les «accusations contre la compagnie aérienne visent à nuire à la réputation de toutes les compagnies aériennes du pays et à ses services de sécurité, et à porter atteinte à l'économie nationale», ajoute le communiqué.

«Ennahdha poursuivra en justice toute personne qui propagerait de fausses informations à son encontre et à l'encontre du député», menace le communiqué, publié 4 jours après la déclaration de Frikha à l'agence Tap confirmant les vols effectués par Syphax Airlines, en 2013, à partir de l'aéroport de Sfax/Thyna vers la Turquie. Et contredisant ce qu'il avait déclaré, le 10 janvier 2016, dans l'émission "Liman Yajro Faqat", sur Al Hiwar Ettounsi, quand il nia catégoriquement que sa compagnie eut effectué des vols de l'aéroport de Sfax/Thyna à celui Sabiha Gokcen, en Turquie, précisant que seule la compagnie nationale Tunisair est autorisée à effectuer des vols vers ce pays.

Les détracteurs de Mohamed Frikha ont affirmé, à plusieurs reprises, que Syphax Airlines a effectué, dans le courant en 2013, 149 vols secrets entre l'aéroport Thyna/Sfax et celui de Sabiha Gokcen, au sud de la Turquie, pour transporter des jihadistes tunisiens vers la Syrie, laissant entendre que ces vols ont été effectués avec l'aval de la «troïka», l'ancienne coalition gouvernementale conduite par Ennahdha, qui était à l'époque très impliquée dans la guerre contre le régime de Bachar El-Assad.

On aurait pu s'attendre à ce que les autorités publiques, notamment le ministère du Transport et l'Office de l'aviation civile et des aéroports (Oaca), réagissent à ces informations, en faisant une enquête et en éclairant l'opinion publique sur un sujet aussi délicat, mais leur silence assourdissant nourrit les suspicions. D'autant que la justice s'est gardée, elle aussi, de s'en mêler. Le fait qu'Ennahdha soit membre (ô combien influent) de la coalition gouvernementale actuelle n'arrange guère la situation. Et pour cause...

Z. A.